

la
cgt
VENDÉE

1^{er} octobre 2024

TOUS.TES ENSEMBLE

POUR LE PROGRES SOCIAL

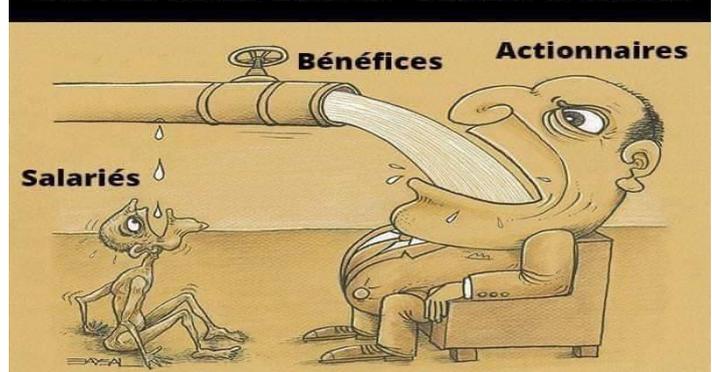
Le peuple de France a faim !

Selon une enquête récente réalisée par Ipsos auprès de 1.000 personnes pour le Secours populaire, **Plus de 62% déclarent avoir connu la pauvreté** ou avoir été proche de ce stade, un pourcentage en hausse de quatre points par rapport à l'année dernière (+4,45% dans le Loiret). Mais cette moyenne nationale cache d'importantes disparités d'une catégorie de la population à une autre puisque le ratio frôle les 70% chez les personnes vivant dans les communes rurales et atteint même les 80% parmi les ouvriers.

Pour combattre la pauvreté, il faut augmenter les salaires et les pensions !

Contrairement aux fausses idées nauséabondes du Rassemblement National qui utilise les immigrés comme boucs émissaire de la crise sociale, tout en dédouanant la responsabilité pleine en entière du patronat, la CGT s'est toujours mobilisée pour défendre les intérêts et la réponse aux besoins de tous les salarié.e.s. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la CGT s'est engagée durant la campagne législative pour empêcher les fascistes d'accéder au pouvoir et imposer aux candidat.e.s du groupe progressiste NFP les revendications prioritaires d'une majorité de la population, à commencer par l'augmentation générale des salaires et des pensions, l'abrogation des réformes de retraites et celles de l'assurance chômage, le financement des services publics et du développement industriel.

LA RÉPARTITION DES BÉNÉFICES DANS UNE SOCIÉTÉ



Le patronat, affolé à l'idée de devoir rogner sur ses marges et partager le gâteau avec les gens « d'en bas » (expression empruntée au nouveau 1^{er} ministre), s'est publiquement opposé à un changement d'orientation politique à la suite des élections législatives. Macron, Le Président des riches s'est donc exécuté en refusant de désigner un premier ministre issu du Nouveau Front Populaire, groupe qui a pourtant obtenu une majorité de député.e.s à l'assemblée Nationale. Face à ce déni de démocratie et à cette volonté des possédant.e.s de maintenir coûte que coûte ces injustices et inégalités sociales, et leurs privilèges, la CGT Loiret appelle l'ensemble des travailleuses et travailleurs, des retraité.e.s, des jeunes, des privé.e.s d'emploi, des précaires à se mobiliser pour gagner le progrès social et le retour des jours heureux.

Grève et manifestations

- 10H30 PLACE NAPOLEON – LA ROCHE
- 11H30 PLACE DE LA LIBERTE – Les SABLES
- 13h15 devant l'HOPITAL de MONTAIGU
- 17H devant l'HOPITAL DE FONTENAY

Les retraité.e.s sacrifié.e.s sur l'autel du profit capitaliste

**Les vrais chiffres qui ne
vous seront pas
communiqués au journal
de 20H00 !**

- 2,9 millions de retraité.e.s perçoivent une retraite inférieure à 1000 euros,
- 55% des 17 millions de retraité.e.s en France perçoivent une pension en dessous du SMIC, soit 1766, 92 Brut (1398,69 Nets),
- 230 000 retraité.e.s perçoivent une pension inférieure à 300 euros,
- 160 000 retraité.e.s perçoivent une pension entre 300 et 600 euros,
- 1,6 millions de retraité.e.s ne se soignent plus,
- 700 000 retraité.e.s n'ont plus de mutuelle.



Imposons la satisfaction de nos légitimes revendications par la lutte

- Le plein emploi pour toutes et tous, et l'égalité Femme-Homme
- La Sécurité sociale à 100%,
- Abrogation des contreréformes de retraites et de l'assurance-chômage,
- Réduction du temps de travail à 32H par semaine avec maintien du salaire,
- Abrogation des lois anti-travail,
- La réappropriation des grandes banques françaises, permettant d'assurer un financement juste aux besoins des travailleurs et des collectivités.
- Suppression des dividendes aux actionnaires,
- Interdiction de tous les licenciements,
- Augmentation des minima sociaux et de nouveaux droits pour les précaires et privés d'emplois,
- La retraite à 60 ans, maintien des régimes spéciaux et 55ans pour les métiers pénibles, et aucune pension inférieure au SMIC,
- Augmentation immédiate du SMIC à 2000 euros brut et planification de sa répercussion sur l'échelle mobile des salaires et des pensions de retraite. Augmentation du point d'indice de la Fonction Publique à 6 euros. Obtention de l'égalité salariale femme homme,
- Instauration de l'impôt sur les grandes fortunes,
- Suppression de tous les cadeaux faits aux patronat (crédits d'impôt et allègements fiscaux) et aux nantis (rétablissement de l'impôt sur la fortune),
- Planification et développement de tous les services publics et embauche massive de personnel dans les structures qui en ont immédiatement besoin (hôpital, EHPAD, médico-social),
- Réindustrialisation de la France,
- Renationalisation des secteurs clés du pays : Energie, transport, production industrielle, télécommunication,
- Relocalisation en France (en privilégiant les circuits courts) de l'agriculture, des productions et services afin de satisfaire les besoins essentiels de la population,
- La reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples et à la reconnaissance de l'état de Palestine,
- L'affirmation claire d'une position de paix, de non-envoi d'armes et de non- engagement des troupes françaises sur des conflits extérieurs sauf mandat de l'ONU.